Failles dans le budget

Dilemmes dans la conception du budget 2012

La période budgétaire est toujours délicate pour les gouvernements. Ce n’est que trop vrai pour le gouvernement hongrois.

En 2010, tout de suite après les élections, le premier ministre, Viktor Orbán, a fait du lobbying à Bruxelles afin d’obtenir l’autorisation d’augmenter le déficit budgétaire de l’année en cours (7%). L’Union Européenne (UE) a refusé. Alors, pour maintenir le déficit à 3,8%, le gouvernement hongrois a mis en place des impôts de crise à destination des entreprises du secteur bancaire, des secteurs des télécoms et du commerce de détail. De plus, il a étatisé les fonds des caisses d’assurance vieillesse complémentaire (3 000 milliards de forints). Pour 2011, le seuil du déficit doit être inférieur à 3% et pour 2012, à 2,5%. Aujourd’hui, pour respecter cet objectif de 2011, il manque au budget 100 milliards de forints. Plusieurs raisons à cela : la consommation des ménages baisse (problème de l’endettement en franc suisse), les recettes de l’impôt à taux unique sont plus faibles que prévues et le développement du PIB (Produit Intérieur Brut) ralentit à cause de la crise de l’euro. Pour combler ces failles, le gouvernement augmente les contributions indirectes, révise à la baisse les investissements dans le secteur public et emploie une partie des fonds provenant des caisses étatisées et des réserves en devises.

Les prévisions pour 2012

Selon des analystes, le maintien du déficit de 2011 est problématique, mais également celui de 2012 et ce, pour les mêmes raisons. La majorité des experts pense que la meilleure solution pour résoudre ce problème serait de réintroduire l'impôt à taux variable au lieu de celui à taux unique : les revenus les plus élevés seraient davantage imposés. Il s'agit là de suivre la tendance internationale. Mais Viktor Orbán et son gouvernement se refusent catégoriquement à cette idée.

La solution?

Le 1er septembre, Viktor Orbán et György Matolcsy, le ministre de l'économie nationale, ont rencontré onze économistes réputés. A l'issue de cette rencontre, ces derniers ses sont mis d'accord sur le fait que l'on devait garder le système d'imposition à taux unique et qu'il ne fallait pas imposer de mesures restrictives touchant les revenus des ménages.

Sándor Demján, un des hongrois les plus riches et président de VOSZ (Association Nationale des Entrepreneurs et Employeurs), a demandé de son côté l'introduction transitoire d'un impôt de solidarité sur la fortune. Viktor Orbán a écarté cette possibilité, mais a invité les hongrois fortunés à contribuer individuellement et de leur propre initiative aux dépenses publiques ou de parrainer différents types de fondations.

Quelles alternatives?

Plusieurs pensent que l'impôt sur les grandes fortunes serait plus approprié que l'impôt de solidarité. Avec la taxation des voitures et des immeubles de luxe, les revenus dissimulés seraient également taxés. L'autre alternative est d'appliquer au-delà de l'échéance prévue le système «d'indexation sur les salaires» dans le calcul de l'impôt. Ce système fonctionne aujourd'hui de la manière suivante : pour calculer l'impôt dû, on multiplie le revenu brut par 1,27. Le gouvernement avait envisagé d'arrêter la mise en oeuvre de ce calcul indexé en 2013. Les autres solutions sont l'annulation des dégrèvements fiscaux encore existants, l'augmentation de la TVA et la diminution des dépenses budgétaires (avec par exemple l'accélération de la

réforme municipale). Mais les solutions de ce type peuvent léser les intérêts de certains ou peuvent être en contradiction avec la communication gouvernementale et les messages de la campagne électorale du FIDESZ.

Et dans le reste du monde ?

En raison de la crise de l’euro et de la crise économique aux Etats-Unis, les budgets se retrouvent tous face aux mêmes problématiques. Dans plusieurs pays, on trouve que l’impôt de solidarité sur la fortune est une solution adaptée. En France, dans une lettre ouverte, Liliane Bettencourt, l’héritière de L’Oréal, et seize autres français fortunés ont déclaré qu’ils étaient prêts à payer plus d’impôts. François Fillon, le premier ministre français, a présenté un ensemble de mesures restrictives pour un montant de 12 milliards d’euros ; l’une des plus significatives est l’augmentation de l’impôt de 3% pour tout revenu supérieur à 500 000 euros. Aux Etats-Unis, Warren Buffett, le deuxième plus riche américain, et d’autres milliardaires américains soutiennent l’idée d’impôts supplémentaires.

Rita Szabó

•

Catégorie
Agenda Culturel